

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Editorial de DS no 143, mars 2007

La gauche peut, doit et va gagner

- Politique -

Date de mise en ligne : dimanche 25 mars 2007

Démocratie & Socialisme

Que d'intox ! Alors que la gauche, fin février, remontait de façon évidente et quasi irrésistible contre Sarkozy-le-karcher, les grands médias ont boosté de toutes leurs forces, François Bayrou comme « troisième homme ». Mais comment est-il possible de présenter ce personnage falot, virtuel, comme une alternative au choix de classe entre droite et gauche ? Il n'y a pas de « centre » entre la politique voulue par les grands actionnaires prédateurs ultra-libéraux et les intérêts de la grande masse des salariés qui produisent les richesses de ce pays. On l'a vu ces cinq dernières années.

Bayrou, son seul acte pratique de gloire, au pouvoir, c'est celui du ministre de l'éducation anti-laïque qui a voulu mettre bas la loi Falloux et a essuyé contre lui, une manifestation de plus d'un million de personnes le 14 janvier 1994.

Bayrou, c'est le cheval de retour, successivement la béquille de Balladur avant que celui-ci ne s'effondre, et celle de Villepin quand il lui apporte tout son appui pour le Cpe le 21 février 2006.

Bayrou, c'est l'actuel héritier de Raymond Barre et de Giscard, c'est le super défenseur du « Tce » rejeté par 55 % des Français le 29 mai 2005. C'est l'allié de tous les ultra libéraux européens et de leurs pires directives... L'Udf ce sont les notables de secours, les libéraux de remplacement parfois excessifs, comme sur les retraites où ils défendent un système « à points » contre le système par répartition.

Bayrou, c'est celui qui donne des gifles aux gamins, tandis que Sarkozy veut les classer dès la maternelle et les karcheriser à l'adolescence.

Bayrou, c'est le « sortant » de la dernière législature, qui a tout voté en cinq ans, les lois Fillon, Douste-Blazy, Larcher, contre les retraites, la Sécu, les 35 h, les privatisations autoroutes, Edf-Gdf, le Rma, la suppression du lundi de Pentecôte, les baisses d'impôts pour les riches, l'ouverture accrue des services postaux et des chemins de fer à la concurrence.

Il a approuvé l'état d'urgence en novembre 1995 contre les jeunes des banlieues, toutes les lois sur l'eau, contre les services publics, les exonérations de cotisations sociales, les budgets anti-sociaux de Raffarin, de Villepin, toutes les attaques rognant le code du travail...

Il n'a pas un gramme d'autonomie : dans la tradition de la V^e République, ce n'est pas le joker c'est le « Poher », c'est-à-dire celui dont ils essaient de se servir comme diversion temporaire pour faire battre la gauche.

Alors quand le singe monte plus haut dans le cocotier, on voit mieux son derrière ! Là où les grands médias le hissent, le programme de Bayrou se voit de plus en plus, il n'a rien d'alternatif, d'original, c'est celui « des-sortants-qu'il faut-sortir ».

Or la réserve de voix est à gauche : les sondages questionnent au maximum une droite qui a peur de perdre et se déclare tour à tour derrière Sarkozy Le Pen ou Bayrou pour essayer d'éviter cette issue fatale.

Mais la majorité écrasante de ceux qui ne répondent pas sont à gauche. C'est cette gauche qu'il faut enchanter, c'est cette gauche qu'il faut mobiliser contre des adversaires impitoyables : elle est majoritaire dans le pays et cela s'est vu dans les luttes et élections de 2003, 2004, 2005, 2006. C'est une majorité sociologique réelle. C'est une majorité politique potentielle : il faut la rassembler, lui donner le cœur au ventre.

Elle peut, elle doit, elle va gagner !

A ceux qui hésiteraient, il faut leur répéter que pour 5 minutes d'orgueil, ils auront 5 ans de malheur. A ceux qui s'engagent, il faut leur promettre un gouvernement clairement opposé à Sarkozy-Bayrou-LePen, un gouvernement de toute la gauche unie et prendre les initiatives en conséquence, entre Ps, Pcf, verts et extrême gauche.

Un gouvernement de gauche aussi fidèle aux salariés et au travail que le gouvernement des sortants Ump-Udf a été fidèle aux actionnaires et aux rentiers.